

Suivi de la politique gouvernementale – Riposte à Macron

Olivier Dartigolles – 25 novembre 2019

Le contexte

Lors de sa visite de deux jours dans la Somme, E. Macron a voulu faire une démonstration alliant des échanges de proximité (avec des citoyens triés sur le volet), un face-à-face avec les ex-salariés de Whirpool et une intervention devant les étudiants de l'université de Picardie-Jules-Verne où, tout en ayant une pensée pour Anas K., l'étudiant lyonnais qui a tenté de s'immoler par le feu devant le Crous, le 8 novembre, il a invité les étudiants à « comparer la France aux autres pays » en ajoutant : « en ce moment, notre pays est, je trouve, trop négatif sur lui-même ». Le déplacement du chef de l'Etat avait pour principal objectif d'envoyer un message à l'opinion publique et à la majorité présidentielle : « à dix jours de la journée du 5 décembre, nous sommes combattifs et mobilisés ».

L'exercice de communication est une chose. **La réalité est beaucoup plus préoccupante pour l'exécutif.** Semaine après semaine, E. Macron, le gouvernement et sa majorité n'arrivent pas à reprendre la main. Le cri des **Gilets jaunes** pour la justice sociale et fiscale, pour un renouveau démocratique, trouve un écho régulier dans le fil d'une l'actualité marquée par l'aggravation des inégalités, des souffrances sociales et de l'autoritarisme macronien. Aucune réponse n'a été apportée à la précarité des **étudiants**. La stratégie qui a consisté à laisser passer la journée de mobilisation dans les **hôpitaux** puis à dégainer un nouveau « plan d'urgence » s'est soldée par un nouvel échec. Les revendications prioritaires à l'origine du mouvement social (réouverture de lits, recrutements, revalorisation salariale) ne sont pas satisfaites. En fait, E. Philippe et A. Buzyn ont essayé de diviser celles et ceux qui ont défilé ensemble dans les cortèges en essayant d'amadouer les médecins. Il faut retenir la leçon. Le pouvoir va tout faire pour opposer les uns aux autres (les générations, les secteurs, au sein même d'une profession) afin de briser l'unité qui peut grandir dans le pays pour un changement de politique.

Après la journée de mobilisation du 23 novembre à l'appel du collectif #NousToutes, les annonces du lundi 25 en conclusion du **Grenelle des violences conjugales** ne seront pas à la hauteur. Certes, certaines mesures iront dans la bonne direction (elle sont portées par les associations depuis des années), mais le budget pour une véritable politique publique en la matière ne sera toujours pas débloqué. Le décalage entre la réaction du gouvernement et l'évolution de notre société sur ces enjeux va de nouveau être âprement discuté. En Espagne, après une prise de conscience à l'échelle de toute la société, plus d'un milliard d'euros est consacré chaque année aux violences sexistes et sexuelles.

Sur la réforme des retraites, le Premier ministre va recevoir les organisations syndicales lundi et mardi avec des échanges sur les contours du futur système, les modalités de transition et la question de l'équilibre financier. Jusqu'à présent, l'exécutif reste dans le flou en voulant se laisser des marges de manœuvre au regard de l'évolution du mouvement social et de l'opinion publique. Après la présentation des nouvelles estimations du COR en matière de « déficit » – ce qui reste, rappelons-le, un enfumage –, le pouvoir a pu relancer le thème du « redressement des comptes » d'ici la mise en œuvre de la réforme. Comment ? « Il faut dire aux Français, clairement, tranquillement, que nous allons travailler plus longtemps, soit par la durée de cotisation, soit par une mesure d'âge » (Edouard Philippe, France inter, jeudi 21 novembre).

En termes de communication, le discours va revenir sur le thème de l'équité avec la dénonciation « de régimes spéciaux d'une autre époque » (Macron) en essayant de faire passer les manifestants et les grévistes comme des « privilégiés ». Mais l'exécutif doit aussi faire la « pédagogie » de sa réforme face à une opinion publique majoritairement préoccupée par les conséquences de la réforme.

Concernant la journée de mobilisation du 5 décembre et ses suites, et alors que les appels à manifester dessinent un périmètre de plus en plus large, le gouvernement veut essayer de répondre à des revendications « sectorielles » (comme cela sera le cas cette semaine avec les syndicats de policiers) sans y parvenir. Il veut éviter la coagulation des contestations qui mettrait en cause l'ensemble de la politique gouvernementale et non seulement la réforme des retraites. Après l'irruption et le développement du mouvement des Gilets jaunes, les enquêtes d'opinion montrent que l'avenir des retraites est d'ores et déjà le prochain grand rendez-vous social. Dimanche, **Philippe Martinez** a accusé le président Emmanuel Macron de vouloir « diviser les Français », indiquant que la mobilisation contre un système universel de retraites à points serait « très massive », avec plus d'une centaine de manifestations dans le pays, et qu'elle irait « bien au-delà des régimes spéciaux ». La réforme des retraites va toucher tout le monde. La CFDT continue à souffler le chaud et le froid (soutien à un système universel par points mais sans réformes budgétaires d'ici là) en demandant une clarification avant le 5 décembre en indiquant : « s'il y a en décembre ou début janvier un projet de loi qui est déposé avec une mesure paramétrique, la CFDT appellera les salariés à se mobiliser ». Dans *Le Parisien* de ce dimanche, Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, qui demande au gouvernement de dévoiler sa réforme avant le 5 décembre, fixe deux grands objectifs : l'équilibre financier – en travaillant plus longtemps – et « l'équité »...

Les travaux et les décisions du Conseil national de ce week-end proposent un contenu et une démarche pour l'intervention des communistes sur l'avenir des retraites.

A noter : **des tensions au sein de la majorité**, à l'Assemblée (on l'a vu par exemple récemment sur la réduction de 15 millions d'euros de l'AME, sur un amendement portant sur l'huile de palme) au sein du groupe LREM, pour les investitures aux prochaines élections municipales ou encore concernant la stratégie pour 2022 (voir article de *Libération* du 23 novembre consacré à la contestation de la ligne installant, dès la mi-mandat, un face-à-face avec Marine Le Pen).

Le focus de la semaine : 35^e campagne des restos du cœur

Ce 26 novembre, lancement de la 35^e campagne des Restos du cœur pour « remettre la solidarité à l'agenda national et européen ». 73 000 bénévoles. 900 000 personnes ont été accueillies lors de la dernière campagne 2018/2019. Depuis, le nombre de personne vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté (de 400 000) et s'établit à 9,3 millions de personnes. 5 millions ont recours à l'aide alimentaire. Au Restos du cœur, 39 % des personnes accueillies sont des mineurs et 51 % ont moins de 26 ans. 80 % des personnes accueillies vivent avec moins de 531 euros par mois, soit la moitié du montant du seuil de pauvreté, 20 % sont sans ressources. 58 % des personnes qui viennent aux Restos sont des femmes.

A l'ouverture de cette 35^e campagne, trois grands enjeux seront portés par les Restos du cœur tout au long de l'année : l'avenir de l'aide alimentaire européenne, les nouvelles formes de générosité et d'engagement et l'isolement des personnes précaires. 1 repas sur 4 distribués par les Restos est financé par le fonds Européen d'aide aux plus démunis, avec des risques imminents de réduction drastique des moyens alloués à cette aide alimentaire. Sur les nouvelles formes de solidarité, les

Restos proposent d'élargir les possibilités de don de RTT au soutien du monde associatif. Cette année, les Restos insisteront sur une véritable politique publique de soutien aux départs en vacances des plus fragiles pour rompre l'isolement des personnes précaires.

L'agenda

- 25/11 Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes / Conclusion de la concertation du « **Grenelle des violences conjugales** », discours du Premier ministre à 9h / **Retraites** : Edouard Philippe reçoit les partenaires sociaux à Matignon (jusqu'au 26) / Assemblée nationale : nouvelle lecture du projet de budget de la **Sécurité sociale** pour 2020 / Sénat : **projet de loi de finances** pour 2020 / **Radio France**, début d'un mouvement de grève à l'appel de plusieurs syndicats / L'organisation météorologique mondiale publie son bulletin annuel sur les **gaz à effet de serre**.
- 26/11 Vote en première lecture du projet de loi sur **l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique** / **PSA**, comité européen de groupe sur le projet de fusion avec Fiat-Chrysler / Conférence de presse de la **CGT Casino** sur la situation du groupe et rassemblement devant le magasin Géant Massena / Lancement de la **35^e campagne des Restos du cœur** / Mobilisation et actions sur le terrain contre la **précarité étudiante** / Manifestation du collectif unitaire de **Lubrizon** pour obtenir la transparence, la vérité, la justice et une vraie dépollution / Examen par la justice du recours des parents de **Vincent Lambert** contre le CHU de Reims et le Dr Sanchez.
- 27/11 Le Parlement européen élit la **nouvelle Commission européenne** / Journée de mobilisation des **agriculteurs** / Résultats de l'enquête sur l'accès à **l'aide médicale d'Etat** et le recours au soin des personnes en situation irrégulière / Présentation à Madrid de la **COP 25**.
- 28/11 Décision du tribunal de commerce sur la reprise de **Thomas Cook France** en redressement judiciaire / Procès en appel du **cardinal Barbarin**.
- 29/11 Appel à la **grève mondiale pour le climat**, par le mouvement Fridays For Future / Décision du tribunal de grande instance sur **le travail du soir chez Monoprix** / Croissance du PIB Insee, 3^e trimestre 2019.
- 30/11 Congrès **EELV** / **Hôpital** : un appel à la mobilisation / Rassemblement contre la privatisation **d'Aéroports de Paris**.